

Notre rubrique « Pour en savoir plus » vous propose une sélection de ressources francophones en complément à ce dossier. Sur cette thématique de la santé sexuelle et notamment du travail et de l'intervention en réseau des professionnels, nous avons choisi de sélectionner deux types de documents : d'une part, une sélection de rapports et de textes législatifs et de synthèses posent le cadre officiel et informent sur les dernières évolutions liées à la nouvelle loi de santé ; d'autre part, des documents de réflexion permettent d'analyser le rôle des professionnels vis-à-vis de l'éducation à la sexualité et, plus largement, de la promotion de la santé sexuelle. Pour compléter cette sélection bibliographique, vous trouverez également en fin de dossier une présentation des organismes pertinents dans ce domaine. Sont privilégiées les références bibliographiques récentes ; pour plus d'antériorité, vous pouvez vous reporter au « Pour en savoir plus » du numéro 423 (mars 2013) de *La Santé en action* : « Santé sexuelle : à quels professionnels s'adresser ? », auquel ce numéro fait écho. En ligne : <http://inpes.santepubliquefrance.fr/SLH/sommaires/423.asp>

Au sein des parties thématiques, les documents sont classés par date de publication ; les liens Internet indiqués ont été consultés le 6 octobre 2016.

Laetitia Haroutunian,  
documentaliste,  
direction de la documentation,  
Santé publique France.

### TEXTES DE RÉFÉRENCE

#### TEXTES LÉGISLATIFS

• **Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 sur la modernisation du système de santé.** En ligne : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031912641>

Voir notamment :

– article L4151-1 : exigence d'une formation à la pratique des interruptions volontaires de grossesse (IVG) médicamenteuses pour les sages-femmes, intégrée dans la formation initiale, dont le contenu sera déterminé par décret en Conseil d'État ;

– article L2212-1 : compétence de la sage-femme pour la réalisation d'IVG, auparavant réservée aux seuls médecins ;

• circulaire n° 2003-027 du 17 février 2003 : éducation à la sexualité dans les écoles, les collèges et les lycées.

En ligne : <http://www.education.gouv.fr/botexte/bo030227/MENE0300322C.htm>

#### RAPPORTS

• **Santé sexuelle et reproductive [rapport].** Paris : HCSP, coll. Avis et rapports, 2016 : 90 p. En ligne : [http://www.hcsp.fr/Explore.cgi/Telecharger?NomFichier=hcspr201600302\\_sante-sexuelleetproductive.pdf](http://www.hcsp.fr/Explore.cgi/Telecharger?NomFichier=hcspr201600302_sante-sexuelleetproductive.pdf)

• **Laurant F., Collet M. Rapport relatif à l'éducation à la sexualité : répondre aux attentes des jeunes, construire**

**une société d'égalité femmes-hommes [rapport].** Paris : HCE, 2016 : 117 p. En ligne : [http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/hce\\_rapport\\_education\\_a\\_la\\_sexualite\\_2016\\_06\\_15-4.pdf](http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/hce_rapport_education_a_la_sexualite_2016_06_15-4.pdf)

• **Mouvement français pour le planning familial. Construire l'accès à la contraception en réseau au plus près des dynamiques locales pour toutes et tous : un projet porté par le Planning familial.** Paris : MFPP, février 2012 : 249 p.

• **Poletti B. Rapport d'information fait au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur la contraception des mineures.** Paris : Assemblée nationale, 2011 : 62 p. En ligne : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/rap-info/i3444.pdf>

• **Aubin C., Branchu C., Vieilleribière J.-L., Sitruk P. Les Organismes de planification, de conseil et d'éducation familiale : un bilan.** Paris : IGAS, 2011 : 164 p. En ligne : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/114000405.pdf>

#### ANALYSES

• **Giami A. De l'émancipation à l'institutionnalisation : santé sexuelle et droits sexuels.** *Genre, sexualité & société*, 2016, n° 15. En ligne : <https://gss.revues.org/3720>

• **Le Den M., De Luca Barrusse V. Les politiques de l'éducation à la sexualité en France : avancées et résistances.** Paris : L'Harmattan, coll. Logiques sociales, 2016 : 195 p.

### SANTÉ SEXUELLE ET PROFESSIONNELS DU SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL

- **Amsellem-Mainguy Y., Dumollard M.** Dits et non-dits sur la sexualité dans la relation entre jeunes et professionnels de la protection judiciaire de la jeunesse. *Champ pénal*, 2016, vol. 13. En ligne : <http://champpenal.revues.org/9379>
- **Giami A., Moreau É., Moulin P.** *Infirmières et sexualité : entre soins et relation*. Rennes : Presses de l'EHESP, 2015 : 160 p.
- **Gautier L.** *La consultation de contraception par une sage-femme : un avenir pour les femmes. Entretiens auprès de sages-femmes réalisant des consultations de contraception [mémoire de sage-femme]*. Rouen : université de Rouen, 2015 : 72 p.
- **Bartoli S.** *Aborder la sexualité en médecine générale : Attentes, opinions et représentations des hommes : enquête qualitative menée par seize entretiens semi-directifs en Charente-Maritime et en Côtes d'Armor [thèse de médecine]*. Poitiers : université de Poitiers, 2015 : 91 p. En ligne : <http://petille.univ-poitiers.fr/notice/view/52602>
- **Poiré E.** *Les nouvelles compétences en matière de suivi gynécologique de prévention et de contraception comme témoin de l'évolution de la profession de sage-femme [mémoire de sage-femme]*. Paris : université Paris-Descartes, 2014 : 47 p. En ligne : <http://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01058849/document>
- **Coulanges V.** *Médicaments et contraception d'urgence en milieu scolaire, le rôle de l'infirmière*. *Soins*, 2014, vol. 59, n° 784 : p. 45-47.
- **Marco D.** *Le rôle de l'infirmière scolaire dans l'éducation à la sexualité*. *Cahiers de la puéricultrice*, 2014, vol. 51, n° 278 : p. 22-24.
- **Huerre P., Lauru D. dir.** *Les Professionnels face à la sexualité des adolescents*. Toulouse : érès, coll. Enfances & Psy, 2013 : 232 p.
- **Bozon M.** *L'éducation à la sexualité, entre psychologie des différences, santé sexuelle et protection de la jeunesse. L'égalité introuvable ? Commentaire*. *Sciences sociales et santé*, 2013, vol. 31, n° 4 : p. 97-105.
- **Fau L.** *Centres de santé sexuelle en France : état des lieux, quelles perspectives ? Quelles propositions pour améliorer les structures déjà mises en place ? [thèse de médecine]*. Lyon : université de Lyon-1, 2013 : 230 p.
- **Amsellem-Mainguy Y.** *Enjeux de la consultation pour la première contraception. Jeunes femmes face aux professionnels de santé*. *Santé publique*, 2011, vol. 23, n° 2 : p. 77-87. En ligne : <http://www.cairn.info/revue-sante-publique-2011-2-page-77.htm>
- **Giami A.** *La spécialisation informelle des médecins généralistes : l'abord de la sexualité*. In: **Bloy G., Schweyer F.-X. dir.** *Singuliers généralistes. Sociologie de la médecine générale*. Rennes : Presses de l'EHESP, coll. Métiers Santé Social, 2010 : p. 147-167.
- **Vega A.** *Les faces cachées des pratiques soignantes. Des professionnels ni neutres, ni réductibles à de simples individus*. *Médecine*, 2010, vol. 6, n° 8 : p. 382-386.
- **Monnot-Courtois M.** *Attentes des adolescents concernant l'abord de la sexualité avec leur médecin généraliste [thèse pour le diplôme d'État de docteur en médecine]*. Villeurbanne : université Lyon-1, 2012 : 101 p.
- **Grand A.-C.** *Parler de sexualité avec son médecin généraliste, un problème pour les 15-18 ans : enquête en Île-de-France 2010-2011 [thèse pour le diplôme d'État de docteur en médecine]*. Paris : université Paris-7, 2011 : 97 p.
- **Pascau M.** *Le conseiller conjugal et familial dans les entretiens autour de l'IVG*. *Dialogue*, 2009, n° 4 : p. 115-126.

## ORGANISMES

• **Les Centres de planification et d'éducation familiale (CPEF)** proposent gratuitement des informations, des conseils et du matériel de prévention sur la sexualité, la contraception, les infections sexuellement transmissibles (IST), le sida. En 2010, 1 118 centres de planification ou d'éducation familiale étaient identifiés en France ; ceux-ci sont gérés par les départements, soit en régie départementale directe, soit en gestion déléguée à des établissements hospitaliers, associations, communes.

Liste des CPEF : <http://ivg.social-sante.gouv.fr/les-centres-de-planification-ou-d-education-familiale.html>

• **Les Établissements d'information, de consultation et de conseil familial (EICCF)**, à l'instar des CPEF, proposent également des informations en prévention sur la sexualité, la contraception, les IST, le sida. Financés par des subventions d'État, environ 390 EICCF sont répartis sur le territoire national. Liste des EICCF : <http://www.ivg.social-sante.gouv.fr/les-etablissements-d-information-de-consultation-et-de-conseil-familial-eiccf,13779.html>

• **Le Mouvement français pour le planning familial (MFPF)** est une association loi 1901 créée en 1960. Mouvement féministe d'éducation populaire, le planning familial a pour objectif d'être un lieu d'échanges concernant la sexualité et milite pour le droit à la contraception, à l'avortement et, de façon plus générale, pour le contrôle des naissances. Le site Web de l'association informe le grand public sur l'actualité française et internationale en santé sexuelle, fournit des dossiers d'information sur la contraception, l'avortement, le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et les IST, les sexualités, les violences, et permet au public d'interroger le centre de documentation sur un grand panel de ressources (environ 24 000 références) : articles et ouvrages, vidéos, matériel pédagogique, sélection de revues, etc. (voir rubrique « Centre de Documentation » sur le site du MFPF).

En ligne : <http://www.planning-familial.org/>

• **Le réseau des Centres régionaux d'information et de prévention du sida (Crips)** a pour objectif d'informer le grand public sur les thématiques : VIH/sida, hépatites, usages de drogues et conduites à risques des jeunes. Il a pour mission d'aider à l'élaboration de supports adaptés en matière de prévention et à la mise en œuvre d'actions. Il est constitué de 6 centres (Auvergne, Aquitaine, Île-de-France, Pays-de-la-Loire, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes). Ces centres alimentent en commun une base de données documentaire (environ 35 000 ressources), qui recense de la littérature (ouvrages, rapports, articles, etc.) et des supports d'intervention et de prévention. Cette base de données peut être interrogée en ligne à l'adresse : <http://mediatheque.lecrips.net/>

En ligne : <http://www.lecrips.net/reseau.htm>

• **Le Centre Hubertine-Auclert** contribue, avec l'ensemble de ses membres, à la lutte contre les inégalités et les

discriminations fondées sur le sexe et le genre et promeut l'égalité femmes-hommes. Ses missions se déclinent en quatre pôles :  
 – construire une plateforme régionale de ressources et d'échanges sur l'égalité femmes-hommes : « l'égalithèque » ;  
 – renforcer le réseau des actrices et des acteurs franciliens de l'égalité femmes-hommes à travers des accompagnements individuels et l'organisation de cadres d'échanges collectifs ;  
 – promouvoir l'éducation à l'égalité, notamment *via* la réalisation d'études et d'analyses des représentations sexuées et sexistes dans les outils éducatifs ;  
 – lutter contre toutes les formes de violences faites aux femmes, avec **l'Observatoire régional des violences faites aux femmes**, intégré au Centre Hubertine-Auclert (Source : site Internet du centre Hubertine-Auclert).

Le site de l'organisation propose une rubrique « ressources » où l'on peut accéder à divers services : une base documentaire intitulée « l'égalithèque » comprenant environ 1 750 documents sur les questions d'égalité ; un recensement des acteurs-clés *via* des annuaires et cartographies (rubrique « les annuaires ») ; des outils et des guides d'aide à l'action de terrain (« nos publications ») ; un calendrier des formations dispensées par le centre ; une bourse d'emploi « égalité femmes-hommes ».

En ligne : <http://www.centre-hubertine-auclert.fr>

• **Les centres de santé sexuelle** ont été pensés dans le cadre du plan national 2010-2014 de lutte contre le sida et les IST. Le plan soulignait l'importance de mettre en place une offre globale de lutte contre le sida et contre les IST et d'implanter des centres de santé sexuelle qui proposeraient des volets de prévention, d'éducation à la sexualité et de dépistage. À ce titre, « le 190 » (<http://www.le190.fr/>) a ouvert ses portes, en décembre 2009, en Île-de-France. À la fois centre de santé et lieu associatif, il est né de la volonté de Sida Info Service Association (SIS – Association) de proposer un service de soins, de dépistage, d'information et de prévention. Un autre centre de santé sexuelle a vu le jour, courant 2016, à Lyon (<http://www.corevih-lvdr.com/dans-votre-departement/69-rhone/centre-de-sante-sexuelle/>), qui propose une série de permanences hebdomadaires de plusieurs types : écoute psychologique, consultation médicale, dépistage, invitation d'intervenants divers sur certains thèmes spécifiques.

• **Les Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD)** remplacent, depuis janvier 2016, les Centres de dépistage anonymes et gratuits (CDAG) et les Centres d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles (Ciddist). Les CeGIDD proposent à la population le dépistage des IST, dont le VIH, des hépatites B ou C, des infections par *Chlamydia Trachomatis* (entre autres). Ils sont accessibles sans rendez-vous et sont gratuits. Ces centres peuvent également réaliser la prescription de la contraception d'urgence et proposer les vaccinations contre les hépatites A et B ou le papillomavirus humain (HPV). Annuaire des centres de dépistage par département (source : Sida Info Service) : <https://www.sida-info-service.org/?Ou-faire-un-test-de-depistage>